

#TIME FOR



#Timefor8

**LE TEMPS PRESSE POUR UN
NOUVEAU CONTRAT SOCIAL**



La pandémie a détruit plus de 250 millions d'emplois dans le monde et laissé 1,6 milliard de travailleurs informels dans la misère. Nous devons créer 575 millions d'emplois pour atteindre le plein emploi et formaliser au moins un milliard d'emplois informels. Investir dans un nouveau contrat social axé sur l'ODD 8 aidera à y parvenir !

Sharan Burrow, Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale.





La COVID-19 a déclenché une vague de destruction sans précédent dans le monde du travail. Plus de 250 millions d'emplois ont été détruits jusqu'à présent et plus de 1,6 milliard de travailleurs informels se retrouvent dans le dénuement le plus total, sans aucune protection sociale sur laquelle s'appuyer.

Les objectifs de développement durable (ODD) sont aujourd'hui plus pertinents que jamais. Ils portent une vision et montrent la voie à suivre pour construire des économies résilientes et des sociétés justes et inclusives. Les mesures et investissements en vue de la relance doivent être conformes aux ODD pour être durables.

L'ODD8 est crucial pour faire face aux répercussions sociales et économiques de la crise de la COVID-19. Avec ses objectifs en matière de protection des travailleurs, de travail décent, de protection sociale et de croissance inclusive, l'objectif 8 est le moteur du Programme 2030 et joue un rôle fondamental dans l'appel des syndicats en faveur d'un nouveau contrat social fondé sur : 1) la création d'emplois décents et respectueux du climat dans le cadre d'une transition juste, 2) des droits pour tous les travailleurs, 3) une protection sociale universelle pour tous, 4) l'égalité et l'élimination de toute forme de discrimination, et 5) l'inclusion, grâce à des systèmes de financement permettant aux pays en développement d'acquérir une plus grande autonomie.

#Timefor8 – Le temps presse pour un nouveau contrat social.



Le changement climatique rend plus difficile la capacité de production agricole de notre terre. Grâce au syndicat, nous apprenons à mieux gérer nos ressources et à travailler d'une façon durable et résiliente.

Agricultrices du groupement Bourara.
Affiliées à SYNADER, Tchad.



**INVESTIR DANS DES
EMPLOIS RESPECTUEUX DU
CLIMAT ET UNE TRANSITION
JUSTE VERS UNE ÉCONOMIE
SANS CARBONE EST
INDISPENSABLE POUR
FAVORISER UNE REPRISE
ET UNE RÉSILIENCE
DURABLES**

Le changement climatique et la détérioration de la capacité de notre planète à préserver la vie ne peuvent plus être ignorés. Nous devons transformer nos industries pour atteindre la neutralité carbone et dissocier la croissance de la dégradation de l'environnement. Par conséquent, nous avons besoin de plans de relance et de résilience qui prévoient des investissements dans la création de millions de nouveaux emplois respectueux du climat. Une transition juste doit apporter un soutien et les compétences nécessaires aux travailleurs qui se réorientent vers des emplois verts et numériques et est le meilleur moyen de s'assurer que les travailleurs adhèrent et soutiennent le passage à une économie numérique plus respectueuse du climat.

Garantir la création d'emplois respectueux du climat et une transition juste est le meilleur moyen d'impliquer les travailleurs dans la construction d'une relance durable et dans le renforcement de la résilience face aux crises futures !



Plus d'un an après l'épidémie de la Covid, nous sommes de retour à la case départ en termes de nouvelles infections. Il est grand temps que notre gouvernement se rende compte qu'il faut investir dans la création d'emplois décents dans le secteur des soins et de la santé pour mieux protéger les professionnels de la santé et leurs patients et pour empêcher toute nouvelle propagation de la pandémie.

Manuel Payao, infirmier.
Affilié à FFW, Philippines.



**LA CRÉATION D'EMPLOIS
DÉCENTS DANS LES
SERVICES PUBLICS ET
L'ÉCONOMIE DES SOINS
CONTRIBUE À AMÉLIORER
LA RÉSILIENCE DES
SOCIÉTÉS FACE AUX
CRISES**

Des emplois, des emplois et encore des emplois ! C'est ce dont le monde a besoin pour surmonter les niveaux sans précédent de pertes d'emplois et de moyens de subsistance causées par la pandémie. En 2020, la COVID-19 a provoqué la disparition de près de 250 millions d'emplois. Pour se remettre de ce cataclysme et renforcer la résilience, il faudra créer massivement des emplois dans l'économie des soins – santé, éducation, garde d'enfants, soins aux personnes âgées et aide aux personnes handicapées. Cela stimulera l'économie et créera des opportunités de travail décent dans des services à forte intensité de main-d'œuvre qui emploient principalement des femmes et des travailleurs migrants.

Investir dans des emplois décents et durables dans les services publics et l'économie des soins constitue l'une des solutions pour sortir de cette crise et renforcer la résilience face aux suivantes !



Les gens ne viennent plus à notre kiosque pour acheter du thé depuis le début du coronavirus. Je suis le soutien d'une famille de neuf personnes. Souvent, je ne gagne pas un seul shilling et je rentre les mains vides.

Jamila, support de kiosque à thé,
Mogadiscio, Somalie.



**SOUTENIR L'ÉCONOMIE
RÉELLE ET LA
FORMALISATION DE
L'ÉCONOMIE INFORMELLE
EST INDISPENSABLE POUR
PRÉSERVER L'EMPLOI
ET RECONSTRUIRE LES
MOYENS DE
SUBSISTANCE**

Les actions pour préserver l'emploi et les moyens de subsistance doivent se poursuivre afin de contrebalancer les conséquences économiques et sociales de la crise, et ce jusqu'à ce que la pandémie soit maîtrisée. Les mesures de relance ciblant les micro, petites et moyennes entreprises garantiront leur pérennité et contribueront ainsi au maintien de l'emploi ainsi qu'à l'extension de la couverture de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle. Ces derniers sont particulièrement touchés par la crise. Leur emploi et leurs moyens de subsistance sont constamment menacés et ils ne disposent pas d'une protection sociale suffisante pour s'en sortir. Les gouvernements doivent prendre des mesures concrètes pour formaliser l'économie informelle, par exemple en appliquant la recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Si nous voulons sortir de cette crise, il est primordial de soutenir les micro, petites et moyennes entreprises pour assurer le maintien de l'emploi et la formalisation de l'économie informelle !

Grâce aux mesures de santé et de sécurité que le syndicat a négociées avec l'entreprise, tous les employés ont pu conserver leur emploi et la brasserie a pu continuer la production.

Travailleurs de la brasserie régionale de Maracaibo. Affiliés à SURTRACEV, Venezuela.



**GARANTIR DES LIEUX
DE TRAVAIL SÛRS
ET SAINS PERMET
DE SAUVER DES VIES
ET DE STOPPER LA
PROPAGATION DE
LA PANDÉMIE**

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière les dangers que peut représenter le manque de sécurité ou d'hygiène sur le lieu de travail, tant pour les travailleurs que pour la société. Les données recueillies dans le monde entier montrent que le virus se propage plus rapidement lorsque les travailleurs ne disposent pas de mesures de sécurité et d'équipements de protection adéquats pour effectuer leur travail. Même avant la pandémie, 2,6 millions de personnes mouraient chaque année de maladies et de blessures liées au travail. Pour inverser cette tendance, les gouvernements et les employeurs doivent s'engager fermement à promouvoir des conditions de travail décentes, notamment par la mise en œuvre de mesures efficaces de santé et de sécurité au travail pour tous les travailleurs. Soutenir l'inclusion de la santé et la sécurité au travail dans les principes et droits fondamentaux au travail définis par l'OIT prouvera que cet engagement est réel !

La reconnaissance de la santé et de la sécurité au travail en tant que droit fondamental permettrait de sauver des vies !



Avec la crise de la Covid, nos conditions de travail se sont encore plus dégradées. Nos rémunérations sont souvent retardées et payées en acomptes, et nos vacances ont été suspendues.

Dwi Istianah, travailleur dans une entreprise de transformation et d'exportation de fruits de mer. Affiliée à KSBISI, Indonésie.



**IL FAUT METTRE FIN
À LA CUPIDITÉ DES
ENTREPRISES POUR
PROTÉGER LA DIGNITÉ
DES TRAVAILLEURS ET
LIBÉRER LE MONDE DU
TRAVAIL DES ENFANTS
ET DE L'ESCLAVAGE
MODERNE**

La cupidité des entreprises est incompatible avec le nouveau monde durable et résilient que nous voulons voir émerger de cette crise. Cette dernière a mis en lumière les problèmes structurels générés par des pratiques commerciales profondément déshumanisantes et exploitantes, fondées sur des comportements anti-travailleurs et antisociaux. La cupidité des entreprises emprisonne les travailleurs et leurs communautés dans la pauvreté, tire profit du travail des enfants et de l'esclavage moderne, et prive les pays d'importantes recettes fiscales qui pourraient être investies dans la relance et la résilience. Par ailleurs, elle favorise les inégalités au niveau mondial, en concentrant les richesses dans les mains de quelques-uns au détriment du plus grand nombre. Il est temps de mettre fin à cette situation et de veiller à ce que les entreprises fassent preuve de diligence et respectent les droits des travailleurs, offrent une protection sociale, se conforment à leurs obligations fiscales, réduisent leur empreinte carbone et éradiquent effectivement le travail des enfants et le travail forcé de leurs chaînes d'approvisionnement.

Mettre fin à la cupidité des entreprises est la première étape pour éradiquer le travail des enfants et l'esclavage moderne !



*Après la fermeture
de l'usine, les
propriétaires n'ont
pas payé mon salaire
pendant tout un mois.
J'ai deux enfants, alors
j'ai dû commencer
à travailler comme
domestique dans les
maisons des gens pour
survivre.*

Mosammat Himu, 30 ans, ancienne
opératrice de machine pour une entreprise
de confection à Dhaka, Bangladesh.



**POUR CONSTRUIRE UN
MONDE RÉILIENT QUI
NE LAISSE PERSONNE
DE CÔTÉ, IL FAUT UNE
PROTECTION SOCIALE
UNIVERSELLE ET UN
FONDS MONDIAL POUR
LA PROTECTION
SOCIALE**

À l'heure actuelle, 73 % de la population mondiale ne bénéficie pas d'une protection sociale adéquate. Les pays dotés de systèmes de protection sociale solides sont aussi plus résistants aux chocs nationaux ou mondiaux. Offrir à tous les travailleurs, indépendamment de leur statut contractuel, une sécurité sociale, des allocations de chômage et un accès aux soins de santé est indispensable, non seulement pour faire face aux répercussions d'une crise, mais aussi pour se conformer à la convention n° 102 de l'OIT sur la protection sociale. Mais tous les pays n'ont pas les moyens de le faire. La création d'un Fonds mondial pour la protection sociale permettrait aux pays les plus pauvres de combler leur déficit de financement et de mettre en place leurs propres systèmes de protection sociale, avec notamment un accès universel aux soins de santé.

Garantir l'accès à la protection sociale universelle et aux soins de santé pour tous et partout est essentiel pour construire un monde résilient !



J'ai travaillé dans une famille, où j'ai subi des brûlures sévères avec de l'eau bouillante. J'ai eu tout mon bras brûlé, mais personne ne m'a pris en charge. J'ai dû payer moi-même tous mes frais médicaux et j'étais sans revenus, car obligée de cesser le travail.

Charlotte, travailleuse domestique, Sénégal.



**L'ÉLIMINATION DE
LA DISCRIMINATION,
DE LA VIOLENCE ET
DU HARCÈLEMENT
AU TRAVAIL EST UNE
CONDITION NÉCESSAIRE
À L'ÉTABLISSEMENT
D'UNE SOCIÉTÉ
ÉGALITAIRE**

L'égalité doit être au premier plan dans toutes les sociétés. Les femmes sont celles qui paient le plus lourd tribut de la crise, car elles sont les premières à se retrouver sans emploi et sans revenus. La crise de la COVID-19 a encore creusé les inégalités de revenus et accru l'exclusion et la discrimination à l'égard des femmes, ce qui ne fait que souligner l'urgence de s'attaquer à l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes. Les femmes sont également davantage exposées à la violence et au harcèlement sur le lieu de travail. La récente approbation de la convention n° 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement au travail a constitué une avancée très attendue dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Les États doivent maintenant ratifier et mettre en œuvre cette convention.

Comblent l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes et mettent fin à la violence et au harcèlement est essentiel pour construire des sociétés inclusives !

Lorsque la Covid est arrivée, notre employeur a voulu licencier des travailleurs. Mais le syndicat a tenu une réunion de dialogue social avec notre employeur qui a finalement accepté de nous envoyer en congé sans solde jusqu'à ce que le confinement soit levé. Maintenant, nous sommes tous de retour au travail.

Naiga Dorah, cueilleuse de fleurs.
Affiliée à UHISPAWU, Ouganda.



**SOUTENIR LE
DIALOGUE SOCIAL
POUR RECONSTRUIRE
LES SOCIÉTÉS ET
RENFORCER LA
GOUVERNANCE**

Pour être durables, les mesures de relance face à la crise doivent se fonder sur l'engagement des partenaires sociaux. Le dialogue social et les relations de travail contribuent à faire renaître la confiance et à élaborer des politiques équitables. Cela est vrai à l'intérieur des pays, mais aussi entre les nations. Nous avons besoin d'un nouveau modèle de gouvernance mondiale pour lutter contre le déséquilibre actuel des rapports de force et la répartition inégale des richesses au niveau international. Un système multilatéral véritablement inclusif, dans lequel les partenaires sociaux sont impliqués et ont leur mot à dire, est indispensable pour faire la différence et renforcer la résilience mondiale.

Le dialogue social est le meilleur moyen de mettre l'économie au service de l'humain et de l'environnement pour construire un monde durable et résilient qui ne laisse personne de côté !

PASSEZ LE MOT

Participez à la
conversation #timefor8 sur



et partagez votre
témoignage #timefor8 !

Contact:
timefor8@ituc-csi.org



#Timefor8

**LE TEMPS PRESSE POUR UN
NOUVEAU CONTRAT SOCIAL**

www.timefor8.org

